



ONU Conseil de sécurité

Briefing sur la région des Grands Lacs

New York, le 19 avril 2023
Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général et le Président de la Commission de Consolidation de la Paix pour leur exposé. Je salue la participation des représentants des Etats de la région.

Il y a 10 ans, les pays de la région signaient l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Aujourd'hui, les faits sur le terrain contrastent avec l'espoir d'une paix durable qui prévalait au moment de la signature.

Le Président de la Confédération suisse l'a constaté par lui-même lors de sa visite en République démocratique du Congo la semaine passée. Dans le camp de déplacés de Bushagara et à l'Hôpital Panzi, il a observé l'ampleur des violences, qui impactent toute la région. Mais il a surtout constaté la résilience extraordinaire des populations, leur volonté de trouver la paix et la nécessité de tout faire pour protéger les civils. Comme l'a indiqué le prix Nobel de la paix, Denis Mukwege : « Nous ne pouvons-nous limiter à réparer les conséquences de la violence, nous devons traiter ses causes ».

La Suisse s'engage dans toute la région des Grands Lacs pour la promotion de la paix, le respect des droits de l'homme, l'aide humanitaire et la coopération au développement. C'est aussi dans cet esprit qu'elle organise depuis 2016 des Retraites régionales sur les Grands Lacs avec le Bureau de l'Envoyé spécial. Ces espaces d'échanges soutiennent les acteurs impliqués, y compris la société civile, à élaborer des pistes de sortie de crise.

Pour que ces pistes aient une chance réelle de se concrétiser, je souligne trois points :

Premièrement, une coopération entre tous les Etats de la région des Grands Lacs est essentielle pour une prospérité et une stabilité à long terme. Dans ce contexte, la dégradation des relations entre la RDC et le Rwanda constitue une préoccupation majeure. Nous saluons le leadership des Etats de la région encourageant la recherche d'une solution pacifique à la crise dans l'est de la RDC. A ce titre, nous soutenons les processus de Nairobi et de Luanda. En effet, nous sommes convaincus que le dialogue, incluant la participation des femmes et des jeunes, et une véritable collaboration régionale restent le seul chemin possible pour promouvoir des relations de confiance et une paix durable.

Deuxièmement, il est impératif que les attaques contre les populations et les infrastructures civiles cessent immédiatement. Ces attaques constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire ainsi que des violations et abus des droits de l'homme. Nous appelons toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international. L'intensification des combats dans l'est de la RDC a aggravé une situation humanitaire déjà précaire et a conduit au déplacement forcé de plus de 900'000 personnes depuis mars 2022, dont de nombreux enfants. Tel que souligné dans le cadre du processus de Nairobi, le statut des réfugiés et des déplacés internes constitue une question fondamentale qui nécessite des solutions concertées au niveau régional. La Suisse réaffirme également son soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la RDC et condamne fermement toute aide aux groupes armés locaux ou étrangers.

Troisièmement, pour consolider la paix, il convient d'adresser les causes profondes qui nourrissent les conflits dans la région. Cela passe par le renforcement de l'Etat de droit, le déploiement de l'Etat et de ses services publics et le respect des droits fondamentaux. Dans le même temps, l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles par les groupes armés et les réseaux criminels transnationaux compromettent la paix dans les Grands Lacs. Il est urgent d'instaurer une gestion viable des ressources naturelles et de s'attaquer aux flux financiers illicites afin de promouvoir un développement durable. Enfin, les impacts négatifs du changement climatique contribuent à l'instabilité régionale. Je pense ici aux récentes inondations en RDC et au Burundi par exemple, qui ont provoqué des déplacements d'envergure et fragilisé des populations déjà vulnérables.

Paix, stabilité, coopération : tels sont les objectifs de l'Accord-cadre signé par les Etats de la Région des Grands Lacs. L'encre de cet accord a séché depuis longtemps, mais les armes ne se sont pas tues. C'est pourquoi, nous lançons ici un appel pour davantage de dialogue et de mesures de confiance entre les Etats de la région, la société civile et les partenaires internationaux. La Suisse se tient prête à soutenir ces efforts.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Ms. President

I thank the Special Envoy of the Secretary-General and the Chair of the Peacebuilding Commission for their briefings. I welcome the participation of the representatives of the States in the region.

Ten years ago, the countries of the region signed the Peace, Security and Cooperation Framework agreement for the Democratic Republic of the Congo and the region. Today, the facts on the ground stand in stark contrast to the hope for a lasting peace that prevailed at the time of the signing.

The President of the Swiss Confederation saw this for himself during his visit to the Democratic Republic of Congo last week. In the Bushagara camp for displaced persons and at the Panzi Hospital, he observed the extent of the violence, which is affecting the entire region. But above all he saw the extraordinary resilience of the people, their desire to find peace and the need to do everything possible to protect civilians. As Nobel Peace Prize winner Denis

Mukwege said: "We cannot limit ourselves to repairing the consequences of violence, we must treat its causes."

Switzerland is committed throughout the Great Lakes region to promote peace, foster the respect for human rights, and support humanitarian aid and development cooperation. In this spirit, Switzerland has been organising the Great Lakes Regional Retreats with the Office of the Special Envoy since 2016. This forum accompanies actors, including civil society, in developing pathways to address the challenges in the region.

I would like to stress three points which are essential if these pathways are to become reality:

Firstly, cooperation between all states in the Great Lakes region is essential for long-term prosperity and stability. In this context, the deterioration of relations between the DRC and Rwanda is a major concern. We welcome the leadership of the states in the region in encouraging a peaceful solution to the crisis in the eastern DRC. In this regard, we support the Nairobi and Luanda processes. Indeed, we are convinced that dialogue, which includes the active participation of women and youth, and genuine regional collaboration remain the only possible way to promote trust and lasting peace.

Secondly, it is imperative that the attacks on civilians and civilian infrastructure be brought to an immediate halt. These attacks constitute gross violations of international humanitarian law as well as violations and abuses of human rights law. We call on all parties to respect their obligations under international law. The intensification of fighting in eastern DRC has aggravated an already precarious humanitarian situation and has led to the forced displacement of more than 900,000 people since March 2022, many of them children. As raised in the Nairobi process, the status of refugees and IDPs is a fundamental issue that requires concerted solutions at the regional level. Switzerland reaffirms its support for the territorial integrity and sovereignty of the DRC and strongly condemns any support to local or foreign armed groups.

Thirdly, in order to consolidate peace, efforts need to be focused on addressing the root causes of conflict in the region. This means strengthening the rule of law, extending state authority and public services, and ensuring respect for fundamental rights. At the same time, the illegal exploitation and trade in natural resources by armed groups and transnational criminal networks undermine peace in the Great Lakes. There is an urgent need to institute a more sustainable management of natural resources and to tackle illicit financial flows in order to promote sustainable development. Finally, the negative impacts of climate change contribute to regional instability. I am thinking here of the recent floods in the DRC and Burundi, for example, which have caused large-scale displacement and further impacted on already vulnerable populations.

Peace, stability, cooperation: these are the objectives of the Framework Agreement signed by the states of the Great Lakes Region. The ink on this agreement has long since dried, but the guns have not been silenced. We therefore call for more dialogue and confidence-building measures between the states of the region, civil society and international partners. Switzerland stands ready to support these efforts.

Thank you.